N° 403197

M. A...

7ème et 2ème chambres réunies

Séance du 5 décembre 2016

Lecture du 23 décembre 2016

CONCLUSIONS

M. Olivier HENRARD, rapporteur public

1. M. Nicolas A... est officier de carrière dans l'armée de l'air, au grade de commandant. Il a été affecté à l'été 2013 sur la base aérienne de la porte de Sèvres et sur sa demande, l'administration lui a attribué une chambre dans un des immeubles domaniaux voisins. Il a toutefois sollicité, dès le 28 octobre 2013, son relogement dans une autre chambre de la même tour, alléguant des nuisances sonores qu'il impute aux canalisations d'eau et d'extraction d'air. Cette demande a été rejetée le 20 décembre 2013 par le directeur-adjoint du site. Un nouveau refus a été opposé le 17 avril 2014 au recours hiérarchique qu'il avait formé auprès du chef du Service parisien de soutien de l'administration centrale (SPAC).

M. A... a donc, le 2 mars 2015, saisi le juge des référés du tribunal administratif de Paris sur le fondement du premier alinéa de l'article R. 532-1 du code de justice administrative selon lequel : « *Le juge des référés peut, sur simple requête et même en l'absence de décision administrative préalable, prescrire toute mesure utile d'expertise ou d'instruction* ». Il demandait la désignation d'un expert ayant pour mission, en substance, d'identifier l'origine et l'ampleur des nuisances sonores, de déterminer leurs conséquences sur sa santé et de préciser les solutions susceptibles d'être mises en œuvre.

Le juge des référés a fait droit à sa demande par une ordonnance du 18 février 2016. Le caractère tardif de cette décision s'explique par une demande de sursis à statuer présentée par le requérant lui-même. En effet, l'administration a diligenté une intervention pour remédier aux nuisances dans sa chambre. Ce n'est qu'en constatant le caractère selon lui insatisfaisant du résultat, que M. A... a saisi le juge à nouveau.

Le ministre de la défense a interjeté appel et par un arrêt du 4 juillet 2016, la cour administrative de Paris a annulé l'ordonnance.

La cour a considéré que la mesure d'expertise ordonnée « *ne présente pas un caractère utile au sens des dispositions (...) de l'article R. 532-1 du code de justice administrative, dans la perspective d'un recours indemnitaire, dès lors [que] aucune obligation d'hébergement de M. A... n'incombait à l'administration ; que par ailleurs, et pour les mêmes motifs, aucune injonction ne pourrait être prononcée à l'encontre de l'administration pour la contraindre à réaliser les travaux d'insonorisation du logement en cause* ».

L'expert désigné par le tribunal avait entre-temps réalisé des mesures et remis son rapport le 17 juin 2016. Ce document a été versé au dossier d'appel le 27 juin 2016, joint à une note en délibéré que vise l'arrêt dont M. A... vous demande l'annulation.

2. Le requérant s'est pourvu le 5 septembre 2016, bien au-delà du délai de quinze jours prévu par le second alinéa de l'article R. 533-3 du code de justice administrative applicable en l'espèce. Cette tardiveté, qui n'est d'ailleurs pas soulevée, ne lui est toutefois pas opposable. En effet, le délai spécial ne lui pas été notifié : c'est donc celui de deux mois qui s'applique par défaut en vertu du second alinéa de l'article R. 821-1 du même code.

3. Les trois premiers moyens – contradiction de motif, insuffisance de motivation et dénaturation – sont inopérants car dirigés contre un motif surabondant de l'arrêt, par lequel la cour a estimé que l'intéressé n'établissait pas la réalité des nuisances sonores qu'il allègue ni des troubles de santé qui en résulteraient. Ils sont au surplus non fondés.

4. Est en revanche fondé le moyen tiré de l'erreur de droit commise par la cour en rejetant la demande d'expertise de M. A... au motif qu'aucun recours contentieux ultérieur, sur le terrain de l'indemnisation aussi bien que de l'injonction, ne pourrait être engagé avec succès.

On sait que le décret du 2 septembre 1988¹ a modifié le code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel pour distinguer, à côté du référé de droit commun, le référé-provision et le référé-expertise, sans reprendre la condition tirée de ce que les mesures ordonnées ne pouvaient préjudicier au principal². Quant à l'utilité de la mesure demandée au juge du référé expertise, elle s'apprécie au regard de deux séries de considérations.

La première est tirée du caractère subsidiaire de cette procédure : autrement dit, le résultat qui en est attendu ne doit pas pouvoir être obtenu par d'autres moyens. Ainsi l'expertise qui tend à établir des faits déjà connus, dont l'existence n'est pas contestée, présente un caractère frustratoire : CE Ass., 17 déc. 1976, *F...*, n° 00217, p. 553. Il en va de même pour des faits que le requérant est capable d'établir par lui-même : CE, 7 novembre 1975, *OPHLM des Alpes-Maritimes*, n° 96366, T. p. 1199. N'est pas non plus utile une expertise demandée au juge des référés lorsque le même résultat pourrait être atteint dans le cadre des pouvoirs d'instruction dont dispose le juge saisi au fond : JRCE, 27 novembre 2014, *Commune de Saint-André de Boège et Commune de Boège*, n°s 385843, 385844, T. p. 788.

La seconde série de considérations est ainsi résumée dans les conclusions de la présidente Latournerie sur l'affaire *F...* susmentionnée du 17 décembre 1976 (n°00217) déjà citée : « *il n'est d'aucun intérêt pratique d'accepter d'intervenir au niveau du référé, s'il est évident qu'il sera impossible de statuer au fond sur les conclusions ultérieures dont la procédure de référé a pour objet d'accroître les chances de succès selon le requérant* ».

C'est pourquoi la demande d'expertise doit être rejetée, d'abord, lorsqu'elle est manifestement insusceptible de se rattacher à un litige relevant de la compétence du juge administratif : CE, Sect., 15 juillet 1957, *Ville de Royan contre société des casinos de Royan*, n°s 40100, 40134, p. 499 et plus récemment CE, 10 mai 1985, *Société S.K.F. "Compagnie d'applications mécaniques"*, n°62162, T. p. 788.

¹ Décret n°88-907 du 2 septembre 1988 portant diverses mesures relatives à la procédure administrative

² Les conséquences de cette évolution ont été tirées par la décision CE, 11 mars 1996, *SCI Domaine de Figuières*, n°161112, p. 71, aux conclusions du président R. Abraham

Elle ne présente pas non plus d'utilité, ensuite, lorsque la demande au fond est irrecevable. Sur ce dernier point, vous avez élargi les cas de rejet puisque vous exigiez initialement une irrecevabilité manifeste : CE, Sect., 13 juillet 1956, *Secrétaire d'Etat à la reconstruction et au logement*, n^{os}37649, 37779, p. 338. Le juge des référés commet donc une erreur de droit s'il s'abstient de prendre parti sur l'irrecevabilité de l'action au fond, résultant notamment de sa prescription, lorsqu'elle est opposée à la demande d'expertise : CE, 19 décembre 2008, *M. et Mme M...*, n^o314505, T. p. 854.

Ne remplit donc pas la condition d'utilité une demande d'expertise formulée à l'appui de prétentions indemnitaires dont il est établi qu'elles sont prescrites : CE, 13 juillet 2011, *Office National d'Indemnisation des Accidents Médicaux, des Affections Iatrogènes et des Infections Nosocomiales (ONIAM)*, n^o354756, p. 362 ; ou CE, 30 décembre 2012, *Office Public d'Habitations de Nice et des Alpes-Maritimes*, n^o241793, T. p. 509 pour un cas de prescription de la garantie décennale.

C'est également le cas d'une demande d'expertise présentée dans la perspective d'obtenir réparation de préjudices qui ont fait l'objet d'une demande préalable rejetée par une décision devenue définitive : elle ne présente pas de caractère d'utilité puisque ce rejet fait obstacle à ce que la même personne introduise une action indemnitaire contre la même personne publique aux fins d'être indemnisée des mêmes préjudices : CE, 30 juillet 2003, *Assistance publique-Hôpitaux de Paris c/M. B...*, n^o 244618, T. p.992 sur un autre point et CE 7 juin 2004, *Assistance publique à Marseille*, n^o 252869, T. p. 810. Voyez également pour une demande d'indemnisation dont la tardiveté prive d'utilité la mesure d'expertise : CE, 7 juin 2004, *CHI de Saint-Raphaël*, n^o53043. Ou pour une demande irrecevable en l'absence d'intérêt pour agir au fond du requérant : JRCE, 23 août 2006, *M. H...*, n^o296611.

Vous vous en tenez donc aux questions de compétence et de recevabilité de l'action au fond.

En revanche, vous n'êtes jamais revenu sur le principe selon lequel le juge du référé expertise ne peut rejeter la demande qui lui est présentée en appréciant les chances de succès de la requête au fond : CE, 29 juillet 1994, *Commune de Lens c/ P...*, n^o135252, p. 404.

C'est cette règle que l'arrêt attaqué méconnaît frontalement puisque, comme nous l'avons relevé, la cour s'est fondée sur le caractère selon elle infondé des conclusions de M. A... aux fins d'indemnisation et d'injonction.

5. Une évolution de votre jurisprudence sur ce point ne sauverait pas pour autant l'arrêt attaqué : la cour a commis en effet une seconde erreur de droit en jugeant que la circonstance que M. A... ne justifiait d'aucun droit à se voir attribuer un logement, faisait obstacle par principe à ce que la responsabilité de l'Etat puisse être engagée à son égard en raison des désordres affectant ce logement.

Il n'est certes pas contesté que M. A... ne justifie d'aucun droit de se voir mettre à disposition un logement par le ministère de la défense et que l'attribution dont il bénéficie, qui porte sur un immeuble du domaine public, présente un caractère précaire.

On pourrait estimer en outre qu'il entre dans le cas de figure des « *logements attribués ou loués en raison de l'exercice d'une fonction ou de l'occupation d'un emploi* », envisagé à

l'article 2 de la loi du 6 juillet 1989 dite « loi Hoguet »³ et qu'à ce titre, il ne bénéficie pas des dispositions de l'article 6 de cette loi, en principe d'ordre public, qui définissent les obligations du bailleur à l'égard de son locataire en matière de logement décent.

Pour autant rien ne nous semble faire obstacle, par principe, à ce que la responsabilité de l'Etat puisse être recherchée en raison des dommages éventuellement subis par M. A... du fait des désordres affectant le logement domanial mis à sa disposition. Vous avez ainsi jugé qu'une collectivité territoriale est tenue d'indemniser, sur le terrain du défaut d'entretien normal, les instituteurs dont les logements de fonction situés dans un immeuble de la commune ont subi des infiltrations d'eau de pluie : CE, 4 juin 1976, *Commune de Chambon-Feugerolles*, n°98196, 98197, T. p. 1167.

Il y a donc également matière à censurer l'arrêt attaqué sur ce terrain.

PCMNC :

- à l'annulation de l'arrêt attaqué ;
- au renvoi de l'affaire devant la cour administrative d'appel de Paris ;
- à ce que l'Etat verse à M. A... une somme de 3 000 euros au titre des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

³ Loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986